

INITIATIVE PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ RAPPORT ANNUEL 2025



PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE CENTRE

UNGEI



unicef 
pour chaque enfant

RÉSUMÉ

L'année 2025 a été une année sans précédent pour le monde et pour l'initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI). Nous avons été témoins de souffrances humaines inimaginables et de graves violations des droits humains, notamment d'un recul de l'égalité des genres à travers le monde et dans les pays partenaires de la GCI. Le secteur du développement international a dû faire face à des défis de taille, les réductions de financement ayant entraîné un réajustement des priorités. Les organisations de base et les acteurs de la société civile, qui sont des partenaires clés du travail de la GCI, ont été particulièrement touchés par cette perte de ressources.

Malgré ces défis, les membres de l'Alliance GCI ont fait preuve d'une résilience remarquable en poursuivant leurs efforts pour faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation. Nous avons été impressionnés par la persévérance des jeunes leaders, l'engagement sans faille de nombreux responsables gouvernementaux et la détermination de nos partenaires de la société civile. 2025 a été une année de transformation pour la GCI, au cours de laquelle elle a fait le point sur les conclusions de l'évaluation externe de la phase 1 (2020-2023), a fait évoluer ses méthodes de travail en s'appuyant sur les enseignements tirés, s'est davantage intégrée aux stratégies de l'IPE et de l'UNGEI et s'est adaptée à un environnement de financement modifié.

Deux nouveaux pays, le Sénégal et l'Afrique du Sud, ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre en adhérant au Manifeste de Freetown de la GCI pour un leadership transformateur en matière de genre dans l'éducation. Nous avons également vu le Mali confirmer son leadership sur cette question en accueillant la première visite d'apprentissage de pays à pays de la GCI sur la planification de l'éducation sensible au genre. Ces exemples témoignent de la forte volonté politique dont continuent de faire preuve les pays africains pour faire progresser l'égalité des genres à travers leurs systèmes éducatifs.

Depuis le lancement de la GCI en 2019, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) a joué un rôle central dans la gouvernance et le leadership technique de la GCI. En 2025, la contribution du GPE s'est encore renforcée, grâce à son financement et à son soutien à l'Initiative d'assistance technique pour l'égalité des genres (TAI) de la GCI. Initialement pilotée au Tchad et en Côte d'Ivoire, la TAI sera étendue à la Jordanie et au Pakistan en 2026.

Cette année, la GCI a adopté une approche de travail plus ciblée et collaborative au niveau national, avec un engagement étroit au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Bénin, à Madagascar, en Mauritanie, au Sénégal et au Nigeria, tout en conservant une portée continentale grâce à l'apprentissage régional, au soutien ponctuel apporté à de nouveaux pays et aux partenariats institutionnels. Par exemple, le partenariat récemment conclu avec le Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (AU-CIEFFA) vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques des États membres et à consolider la base de données factuelles en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre. De nouveaux axes thématiques ont été consolidés, tels que le leadership des femmes dans l'éducation et le partenariat avec les jeunes féministes.

Malgré les défis posés par l'année 2025, la GCI a poursuivi sa mission fondamentale consistant à rassembler les gouvernements, la société civile et les jeunes féministes autour de notre objectif commun d'une éducation inclusive et transformatrice pour tous. Au sein des multiples espaces de rencontre de la GCI, les défenseurs de l'égalité des genres dans l'éducation apprennent les uns des autres, se soutiennent mutuellement et réalisent des progrès significatifs à travers l'Afrique et au-delà. Nous nous réjouissons de poursuivre ce cheminement avec vous !



Eline Versluys

Responsable de la GCI, UNGEI



Fabricia Devignes

Responsable de la GCI, IPE-UNESCO

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| RÉSUMÉ | 2 |
| ACRONYMES | 4 |
| CHAPITRE 1 : INTRODUCTION | 5 |
| 1.1 À propos de l'initiative « Gender at the Centre » (GCI) | 5 |
| 1.2 Le contexte dans lequel nous évoluons | 5 |
| 1.3 Principaux résultats pour 2025 | 7 |
| CHAPITRE 2 : THÈMES CLÉS ET RÉALISATIONS | 8 |
| 2.1 Promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation grâce aux données et aux preuves | 8 |
| 2.2 Renforcer les capacités et l'engagement en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre | 9 |
| 2.3 Renforcer le mouvement en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre | 13 |
| 2.4 Stimuler la demande en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation | 15 |
| CHAPITRE 3 : PERSPECTIVES POUR 2026 | 17 |
| PUBLICATIONS | 18 |

ACRONYMES

| | |
|--------------------|---|
| ANCEFA | Africa Network Campaign on Education for All |
| AU | African Union |
| AU CIEFFA | African Union International Centre for the Education of Girls and Women in Africa |
| CAR | Central African Republic |
| CEC | Continental Education Conference |
| CSO | Civil Society Organization |
| CIG | Gender Institutionalization Committee |
| ECE | Early Childhood Education |
| ECW | Education Cannot Wait |
| EIE | Education in Emergencies |
| ESDP | Education Sector Development Plan |
| FME | Federal Ministry of Education |
| FAWE | Forum for African Women Educationalists |
| GCI | Gender at the Centre Initiative |
| GDO | Gender Desk Officer |
| GES | Gender Equality in Education Snapshot |
| GPE | Global Partnership for Education |
| GRB | Gender-Responsive Budgeting |
| GRESP | Gender-Responsive Education Sector Planning |
| IIEP-UNESCO | UNESCO International Institute for Educational Planning |
| LEG | Local Education Group |
| MoE | Ministry of Education |
| MOOC | Massive Open Online Course |
| MYRP | Multi-Year Resilience Program |
| NIRAP | National Institute for Research and Pedagogical Animation |
| PANCOGED | Pan-African Conference on Girls' and Women's Education |
| PGD | Participatory Gender Diagnosis |
| STG | System Transformation Grant |
| SRH | Sexual and Reproductive Health |
| UNGEI | United Nations Girls' Education Initiative |
| UNESCO | United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization |
| UNICEF | United Nations Children's Fund |
| Will | Women in Learning Leadership |

CHAPTRE 1 : INTRODUCTION

1.1 À propos de l'initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI)

L'initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) adopte une approche systémique globale de l'éducation transformatrice en matière de genre, en mettant en avant le rôle moteur des ministères de l'Éducation (ME), des organisations de la société civile (OSC), des experts techniques et des jeunes féministes pour élaborer et mettre en œuvre des plans, des politiques et des interventions visant à faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation.

La GCI repose sur une vision commune : tous les apprenants devraient bénéficier d'une éducation de qualité, sûre, inclusive et transformatrice qui contribue à l'égalité des genres et à des sociétés plus justes.

Coordonnée conjointement par l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPÉ-UNESCO), la GCI fonctionne comme un partenariat multipartite réunissant des ministères de l'Éducation, des partenaires de la société civile, le Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (AU-CIEFFA), des bailleurs de fonds (GPE, Education Cannot Wait, la France, la Norvège) et des partenaires techniques (UNESCO, UNICEF). Ensemble, ces partenaires forment l'Alliance GCI.

GCI 2025, l'impact en chiffres :

En 2025, la GCI a apporté son soutien à 843 membres du personnel des Ministères de l'Éducation, acteurs de la société civile et jeunes féministes à travers 37 pays afin de renforcer leurs capacités en matière d'égalité des genres au sein des systèmes éducatifs et de soutenir leur action en faveur d'une éducation transformatrice sur le plan du genre. Cela témoigne de l'engagement de la GCI à favoriser la collaboration et à renforcer les compétences techniques ainsi que la volonté politique des principales parties prenantes.

EN 2025, GCI ÉTAIT PRÉSENT DANS 37 PAYS, OÙ IL A COLLABORÉ AVEC :

570 RESPONSABLES GOUVERNEMENTAUX

90 ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

183 JEUNES FÉMINISTES

3 160 ENSEIGNANTS

3 425 ÉLÈVES

2 700 MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE

« GCI a défini une nouvelle vision de l'égalité des genres dans le secteur de l'éducation, en proposant une approche plus systématique et plus concrète, et en apportant davantage de clarté sur les mesures qui peuvent s'avérer efficaces. »

(Évaluation externe de la phase 1 de la GCI)

Impact de la GCI : Évaluation de la phase 1

L'évaluation externe finale de la phase 1 de la GCI (2020-2023) a été publiée début 2025. Réalisée par un organisme externe, elle a porté sur un large champ d'action et a utilisé une approche rigoureuse et des méthodes mixtes, comprenant l'examen de documents, des entretiens avec des informateurs clés, des discussions de groupe, une enquête en ligne, des techniques de narration et des études approfondies au Tchad, au Niger et en Sierra Leone. L'initiative GCI étant nouvelle et sa première phase ayant toujours été envisagée comme un projet pilote, une évaluation externe complète a été jugée cruciale pour éclairer sa poursuite et son évolution.

L'évaluation a abouti à quatre conclusions principales :

1. L'initiative GCI présente une cohérence externe dans le contexte de l'éducation et du genre.
2. L'initiative GCI a démontré un alignement stratégique, mais est confrontée à certains défis en matière de cohérence interne.
3. L'initiative GCI a apporté une contribution significative à la capacité des ministères de l'Éducation et des organisations de la société civile à s'engager en faveur de l'égalité des genres en tant que priorité dans la planification, les politiques et les programmes éducatifs, et a permis de réaliser des progrès initiaux vers des changements systémiques en matière d'égalité des genres, mais un impact transformationnel nécessite un engagement continu et du temps.
4. L'initiative GCI a favorisé le changement systémique grâce à son travail sur les politiques et en encourageant les engagements personnels en faveur de l'égalité des genres, mais les limites en termes de financement et de soutien continu compromettent la durabilité de ses effets.

Ces conclusions et les recommandations qui les accompagnent confirment la validité et la crédibilité de l'Initiative Priorité à l'Égalité (GCI) et ont joué un rôle central dans l'élaboration de la deuxième phase de la GCI en 2025, garantissant ainsi que l'impact en faveur de l'égalité des genres dans et à travers l'éducation soit maximisé. La leçon générale tirée de la phase pilote est que des progrès durables nécessitent à la fois une réforme politique descendante et un leadership ascendant, non pas en imposant des solutions, mais en développant des capacités durables et en favorisant un changement transformateur.

Là où GCI est à l'origine du changement : la carte de 2025



Le contexte auquel nous sommes confrontés

L'année 2025 a mis en évidence une double réalité : d'une part, des défis persistants, et d'autre part, des opportunités pour faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation à travers l'Afrique.

Challenges

L'instabilité politique, les pressions économiques et les crises humanitaires — alimentées par les conflits, le changement climatique et l'insécurité alimentaire — ont continué de perturber les systèmes éducatifs dans les pays partenaires de la GCI. En septembre 2025, près de 15 000 écoles restaient fermées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en raison de l'insécurité, ce qui a affecté la scolarité d'environ 3 millions d'enfants (UNICEF, 2025). Les filles sont touchées de manière disproportionnée, confrontées à des risques accrus de mariage précoce, de violence sexiste et d'exclusion de l'éducation.

Les inégalités entre les genres restent un défi urgent et systémique, qui recoupe les vulnérabilités politiques, économiques et sociales. Si les garçons et les hommes sont également confrontés à des obstacles, les filles sont touchées de manière disproportionnée, avec bien moins d'opportunités en matière d'éducation et d'autodétermination. Les difficultés économiques obligent souvent les familles à privilégier l'éducation des garçons au détriment de celle des filles, perpétuant ainsi les cycles d'inégalité entre les genres et limitant le potentiel des filles à contribuer au progrès de la société.

Le secteur international de l'éducation, qui s'inscrit dans le cadre plus large du secteur du développement international, a été confronté à un environnement de plus en plus difficile au cours de cette année en raison de réductions significatives des dépenses consacrées à l'aide au développement. Pour les initiatives visant à modifier les paradigmes de genre afin de les rendre plus équitables, telles que l'initiative «Gender at the Centre», la résistance s'est accrue à l'échelle mondiale et est devenue plus complexe.

Opportunités

L'engagement politique constant des pays membres de la GCI en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation – comme en témoignent les nouvelles adhésions au Manifeste de Freetown et le soutien de haut niveau apporté aux nouvelles initiatives – a permis à la GCI de poursuivre ses actions et de se développer.

L'Alliance de la GCI continue de jouer un rôle central dans l'orientation de l'initiative GCI, en particulier dans un contexte mondial en pleine évolution en matière d'éducation et d'égalité des genres. L'Alliance sert de plateforme de partage des connaissances et contribue à renforcer la cohérence et l'appropriation commune des objectifs de la GCI. Les jeunes féministes s'imposent de plus en plus au sein de l'Alliance de la GCI et s'associent aux gouvernements et à la société civile pour promouvoir un programme commun en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre.

L'Initiative d'assistance technique pour l'égalité des genres du GPE a permis à la GCI d'apporter un soutien supplémentaire ciblé à certains pays, tout en étendant l'apprentissage à l'ensemble de la communauté de la GCI. Un nouveau partenariat avec Education Cannot Wait (ECW) vise à renforcer la perspective des crises et de la résilience au sein des activités de la GCI, en associant les acteurs de l'éducation en situation d'urgence à notre travail de renforcement des capacités et de plaidoyer. La poursuite des partenariats avec la France et la Norvège a renforcé la présence de la GCI dans plusieurs pays partenaires. La GCI s'est également engagée dans de nouveaux domaines d'investissement, tels que le soutien au leadership des enseignantes et des cheffes d'établissement.

1.3 2025 Principaux résultats

- ➔ Le Sénégal et l'Afrique du Sud ont adhéré au **Manifeste de Freetown**, renforçant ainsi leur engagement de haut niveau en faveur d'une éducation transformatrice sur le plan du genre et confirmant le rôle de premier plan de l'Afrique dans ce domaine.
- ➔ Dans le cadre de l'initiative de recherche appliquée « **Women in Learning Leadership** » (WiLL), GCI apporte son soutien à neuf ministères de l'Éducation afin de promouvoir une direction scolaire efficace et respectueuse de l'égalité des genres à travers l'Afrique, en s'appuyant sur des données qui montrent que la présence de femmes à la tête des établissements scolaires peut influencer positivement les aspirations des élèves, remettre en cause les stéréotypes de genre et favoriser l'amélioration des résultats scolaires.
- ➔ Le ministère de l'Éducation du Mali a lancé son tout premier programme de soutien au **leadership destiné aux enseignantes et aux dirigeantes d'établissement**, visant délibérément à remédier au déséquilibre entre les genres dans la direction des établissements scolaires et à aider les femmes à occuper et à conserver des postes de direction.
- ➔ Le ministère de l'Éducation de Côte d'Ivoire a lancé un **diagnostic institutionnel participatif sur le genre**, afin d'évaluer dans quelle mesure l'égalité des genres est intégrée tant dans la gouvernance du système éducatif que dans l'organisation interne du ministère.
- ➔ Le ministère de l'Éducation du Tchad a adopté un **code de conduite national destiné aux enseignants et aux responsables scolaires**. De plus, quinze provinces bénéficient désormais d'un programme national de formation sur la planification de l'éducation sensible au genre et le leadership transformatrice à l'intention des responsables de l'éducation.
- ➔ Des hauts fonctionnaires du Tchad, de Côte d'Ivoire et du Sénégal ont développé des **compétences clés en matière de leadership pour l'égalité des genres dans l'éducation**. En conséquence, la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation du Sénégal a sollicité un soutien supplémentaire afin de rendre ses pratiques de recrutement et de

développement de carrière plus sensibles au genre. Au Tchad, l'éducation transformatrice en matière de genre est devenue un point permanent à l'ordre du jour du Groupe Local des Partenaires de l'Éducation.

- De **jeunes féministes** apportent activement leur expertise et font entendre leur voix auprès des ministères de l'Éducation de cinq pays par l'intermédiaire des Coalitions de jeunes féministes soutenues par l'Initiative Priorité à l'Égalité (GCI) (Mali, Niger, Nigeria, Tchad, Sénégal).
- À l'issue d'une **visite d'étude inter-pays unique en son genre**, les gouvernements et la société civile du Niger, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad ont décidé d'accélérer les actions en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation et de renforcer leur collaboration.
- **La communauté de pratique sur l'éducation transformatrice en matière de genre** compte désormais plus de 100 membres répartis dans plus de 30 pays. Elle utilise une plateforme en ligne interactive et constitue un forum d'échange précieux.

CHAPITRE 2 : THÈMES CLÉS ET RÉALISATIONS

2.1 Promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation grâce aux données et éléments probants

Le soutien apporté par la GCI aux pays partenaires pour produire, collecter et analyser des données clés sur l'éducation et l'égalité des genres a aidé les gouvernements et les acteurs du secteur éducatif à mieux cerner les inégalités existantes et a favorisé une planification de l'éducation fondée sur des données factuelles. La recherche appliquée menée dans le cadre du programme « Women in Learning Leadership » (WiLL) encourage des changements politiques visant à promouvoir la présence des femmes aux postes de direction dans les établissements scolaires. La Côte d'Ivoire, par exemple, a décidé d'élaborer une stratégie nationale visant à renforcer le rôle des femmes dans la direction des établissements scolaires. Les évaluations de genre réalisées par GCI – à l'aide de la boîte à outils GES – pour les 16 pays signataires du Manifeste de Freetown sont désormais présentées sur le Tableau de bord mondial de la responsabilité. GCI a également soutenu l'élaboration d'un programme de recherche sur l'éducation transformatrice en matière de genre, notamment par le biais de recherches innovantes sur le décrochage scolaire et le potentiel de mise en place de systèmes d'alerte précoce en Sierra Leone.

Initiative “Women in Learning Leadership” (WiLL)

En 2025, La GCI a mis en œuvre le projet de recherche appliquée « Women in Learning Leadership » (WiLL) en partenariat avec l'UNICEF Innocenti et le GPE/IDRC dans neuf pays : le Bénin, Madagascar, l'Éthiopie, la Guinée, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Ghana et le Mali.

Au Bénin comme à Madagascar, les analyses institutionnelles et politiques ont révélé que les femmes restent sous-représentées aux postes de direction scolaire (17,9 % des chefs d'établissement au Bénin et 35 % à Madagascar), tandis que les analyses de régression ont confirmé une corrélation positive entre le leadership des femmes et de meilleurs résultats scolaires, en particulier chez les filles. S'appuyant sur ces conclusions, une enquête quantitative a été menée au Bénin dans 220 écoles afin d'étudier les pratiques de gestion qui font la différence dans la réussite des élèves. D'autres enquêtes et analyses qualitatives à Madagascar, en Côte d'Ivoire et au Bénin, serviront de base à l'élaboration de stratégies visant à renforcer le leadership féminin dans les écoles. Au Sénégal, un atelier national a été organisé cette année afin de jeter les bases de la prochaine analyse institutionnelle.

Au-delà de la production de données factuelles, WiLL consolide son rôle de catalyseur de la réforme des politiques et du renforcement des capacités, contribuant directement aux stratégies et interventions nationales et régionales en cours en matière d'éducation et de direction d'école favorisant l'égalité des genres dans les pays africains.

Élargir la portée et l'impact des évaluations rapides sur l'égalité des genres menées par la GCI

Cette année, GCI a continué à aider les pays à évaluer l'égalité des genres au sein de leurs systèmes éducatifs et à travers ceux-ci, notamment grâce à la boîte à outils « [Gender Equality in Education Snapshot \(GES\)](#) ». GCI a contribué au renforcement des capacités et amplifié son impact grâce à :

- Formation des responsables du ministère de l'Éducation du Mali à l'utilisation de la boîte à outils GES et à la mise en œuvre des résultats, dans le cadre de deux sessions distinctes de renforcement des capacités. Les participants ont passé en revue les progrès accomplis depuis l'évaluation GES de 2023, identifié les lacunes persistantes et formulé des [recommandations concrètes](#) pour éclairer le Plan d'action pour l'égalité des genres 2024-2028 du ministère.
- Organisation d'un webinaire sur l'utilisation de la boîte à outils GES à l'intention de la communauté de pratique sur l'égalité des genres du programme GPE KiX.
- Élaboration d'une méthodologie harmonisée d'analyse rapide de l'égalité des genres, s'appuyant sur la boîte à outils GES et les outils analytiques de l'IPE afin de fournir des diagnostics plus rapides et

plus exploitables évaluant à la fois l'intention politique en matière d'égalité des genres dans l'éducation et les résultats. Cet outil sera testé en Côte d'Ivoire et au Tchad dans le cadre de l'initiative TAI de la GPE début 2026.



Renforcer la recherche et combler les lacunes importantes en matière de données

- En amont de la Journée internationale de l'éducation, l'UNGEI et Accelerate Hub ont organisé un atelier hybride dynamique à New York. 88 chercheurs, décideurs politiques et militants se sont réunis pour identifier les lacunes critiques en matière de recherche sur l'éducation transformatrice en matière de genre. Parmi les résultats, on peut citer une proposition de [programme de recherche commun](#) destiné à orienter les travaux futurs, ainsi que des mesures concrètes à mettre en œuvre pour faire avancer les choses.
- La GCI a participé à deux événements sur l'éducation transformatrice en matière de genre lors de la conférence UKFIET 2025 : i) «Lutter contre la résistance à l'égalité des genres dans l'éducation», organisé par la plateforme ALIGN de l'Overseas Development Institute (ODI) du Royaume-Uni, et ii) «S'appuyer sur les données éducatives pour renforcer la responsabilité en matière d'égalité des genres dans et par l'éducation», organisé par l'University College London.
- Les enseignements du GCI ont été intégrés dans le [3e rapport sur les objectifs mondiaux du G7](#).
- La prochaine publication de la GCI, intitulé «L'abandon scolaire en tant que processus: renforcer la prévention grâce à des outils analytiques améliorés et à des mesures politiques (cadre théorique et application d'un cas pilote en Sierra Leone)», a fait l'objet d'une évaluation interne et externe en vue de sa publication en 2026 en tant que bien public, présentant un intérêt pour les ministères, les bailleurs de fonds et les partenaires de développement.

2.2. Renforcer les capacités et l'engagement en faveur d'une éducation tenant compte des questions de genre

Les efforts conjoints de la GCI visant à renforcer à la fois les capacités techniques et les compétences en leadership pour une éducation transformatrice

en matière de genre ont abouti à plusieurs résultats significatifs en 2025. Au Tchad, la GCI a renforcé les capacités au niveau décentralisé, en proposant à des responsables scolaires issus de quinze provinces au total une formation sur l'égalité des genres dans l'éducation. Grâce à son approche de leadership transformateur en matière de genre, la GCI a renforcé l'engagement personnel et les compétences en leadership des hauts responsables gouvernementaux au Sénégal, au Tchad et en Côte d'Ivoire. Nous avons organisé la première visite d'apprentissage entre pays de la GCI, au cours de laquelle le Mali a inspiré ses pays partenaires du Sahel en présentant des exemples concrets de planification de l'éducation sensible au genre. Le Mali a également été le premier pays de la GCI à lancer un programme de soutien au leadership transformateur en matière de genre destiné aux enseignantes et aux responsables scolaires. Par ailleurs, GCI a collaboré avec les groupes locaux d'éducation afin de renforcer la coordination en matière de planification de l'éducation sensible au genre. En conséquence, l'égalité des genres figure désormais en permanence à l'ordre du jour des groupes locaux d'éducation au Tchad.



« Cette formation témoigne de la volonté du ministère de mettre en œuvre un changement profond, structuré et cohérent en matière d'intégration de l'égalité des genres à tous les niveaux. »

- Coulibaly Adama, Inspecteur général et coordinateur général, Ministère de l'Éducation de Côte d'Ivoire

2.2.1 Collaborer avec le GPE pour obtenir des résultats

2.2.1.1 Initiative d'assistance technique en faveur de l'égalité des genres

En 2024-2025, l'Initiative d'assistance technique (TAI) du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) sur l'égalité des genres est entrée pleinement en vigueur après l'adoption des plans de travail nationaux de la Côte d'Ivoire et du Tchad, axés sur le renforcement des

fondements institutionnels et des capacités nécessaires à la mise en œuvre de politiques éducatives favorisant l'égalité des genres.



Côte d'Ivoire

- L'IPE-UNESCO a aidé le ministère de l'Éducation à lancer un diagnostic institutionnel participatif sur l'égalité des genres, afin d'évaluer dans quelle mesure l'égalité des genres est intégrée tant dans la gouvernance du système éducatif que dans l'organisation interne du ministère. Ce processus a mobilisé plus de 700 membres du personnel aux niveaux central et décentralisé et a généré des enseignements concrets pour éclairer les réformes à venir, notamment l'intégration de la dimension de genre dans les contrats de performance (COP) et la création d'un mécanisme de protection contre la violence sexiste pour le personnel du ministère.
- L'IPE-UNESCO et l'UNGEI ont réuni plus de 40 responsables régionaux de l'égalité des genres issus des Services pour l'égalité et l'équité entre les genres (SEEG) afin de renforcer leurs compétences en matière de promotion de l'égalité des genres. Les participants ont passé en revue les concepts clés en matière de genre et les indicateurs, exploré le leadership transformateur en matière de genre et planifié des actions concrètes pour mettre en œuvre la politique du ministère en matière de genre sur le terrain. L'IPE-UNESCO a également renforcé les

capacités de la direction de la planification afin de soutenir une planification décentralisée du secteur de l'éducation sensible au genre.

- L'UNGEI et le ministère de l'Éducation ont organisé une série de formations sur le leadership transformateur en matière de genre dans l'éducation. 24 directeurs et 32 directeurs adjoints ont été formés, ainsi qu'un groupe de 27 formateurs qui dispenseront cette formation à d'autres départements et à d'autres niveaux du ministère. Les participants ont identifié les stéréotypes de genre et les dynamiques de pouvoir au sein de leurs environnements professionnels, ont réfléchi à leur engagement personnel en faveur de l'égalité des genres et ont élaboré des mesures correctives pour promouvoir des pratiques éducatives plus équitables. Il est significatif que tous les directeurs du ministère aient signé un engagement officiel à intégrer systématiquement l'égalité des genres dans les politiques, les programmes et les pratiques de gouvernance en matière d'éducation.

Tchad

- La mise en œuvre de l'Initiative d'assistance technique pour l'égalité des genres a progressé rapidement: quinze provinces bénéficient désormais d'un programme national de formation sur la planification de l'éducation tenant compte des questions de genre et sur le leadership transformateur, destiné aux responsables provinciaux de l'éducation. L'IPE-UNESCO et l'UNGEI ont organisé conjointement deux sessions de formation à l'intention de 80 administrateurs scolaires, inspecteurs et conseillers pédagogiques. Les participants ont analysé les inégalités entre les genres et élaboré des stratégies pour s'attaquer à des problèmes tels que l'abandon scolaire des filles, le mariage des enfants et la violence sexiste. Chaque participant a pris un engagement personnel en faveur de l'égalité des genres, adapté à ses responsabilités : intégrer des pratiques plus inclusives dans ses établissements scolaires, promouvoir des actions de sensibilisation au sein



des communautés ou soutenir les filles dans leur parcours éducatif.

- L'UNGEI et l'UNICEF Tchad ont organisé une formation sur le leadership transformateur en matière de genre à l'intention de 22 hauts responsables du ministère de l'Éducation. Cette formation visait à renforcer l'engagement et les compétences en leadership des responsables de l'éducation afin de promouvoir l'égalité des genres dans le système éducatif.
- Une étape clé cette année a été le lancement officiel de l'élaboration d'un code de conduite national pour les enseignants et les responsables scolaires, soutenu par l'IIPE-UNESCO, conçu selon un processus participatif, inclusif et transformateur en matière de genre qui garantit l'appropriation nationale et l'alignement sur les normes internationales.
- En collaboration avec le ministère de l'Éducation, la GCI a organisé une session d'orientation pour le Groupe local pour l'éducation (GLE), réunissant 14 responsables du ministère, des acteurs de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Cette session a renforcé la compréhension collective des questions d'égalité des genres dans l'éducation et consolidé le rôle du GLE en tant que plateforme de coordination clé pour faire progresser une éducation inclusive et équitable au Tchad. L'égalité des genres figurera désormais en permanence à l'ordre du jour des réunions du GLE.



2.2.1.2 Soutien à la mise en œuvre des subventions pour la transformation des systèmes

Une part importante de la contribution de GCI à la coopération technique de l'IIPE réside dans son implication dans la mise en œuvre des subventions pour la transformation du système (STG) du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), notamment en veillant à ce que les questions de genre et d'équité soient pleinement intégrées dans toutes les activités.

Quelques exemples :

- Côte d'Ivoire: La GCI soutient le projet PATEB (Programme d'Appui à la Transformation de l'Éducation de Base), en contribuant aux travaux sur la gestion des ressources humaines, à l'élaboration d'une formule d'allocation fondée sur l'équité pour les élèves entrant dans le premier cycle du secondaire, et à la planification décentralisée du secteur de l'éducation dans une perspective de genre.

- Tchad: L'Initiative priorité à l'égalité (GCI) a apporté son expertise technique au programme de subventions pour la transformation du système éducatif (STG), en veillant à ce que les activités de collecte et d'analyse des données ainsi que de renforcement des capacités tiennent compte des questions de genre.
- Sénégal : La GCI a contribué à la finalisation de l'analyse nationale du secteur de l'éducation.
- Guyana: La GCI contribue au STG par le biais d'un projet visant à créer une nouvelle académie de leadership pour les responsables de district et d'établissement et à améliorer le système éducatif (grâce à une formule de financement garantissant une répartition équitable des ressources entre les districts et les établissements, ainsi qu'à un document d'orientation sur les rôles et responsabilités des responsables de district et d'établissement). En outre, GCI apporte son soutien aux comités d'assurance qualité et de gestion de projet, ainsi qu'à l'examen des documents de projet sous l'angle de l'égalité des genres.



« Grâce à cette formation, je me sens capable d'inspirer mes collègues et mes élèves. Le groupe WhatsApp nous aide déjà à partager nos réussites et nos défis au quotidien. » - Fatoumata Diallo, Enseignante, Sikasso

« Je suis fermement déterminé à soutenir nos enseignantes afin qu'elles acquièrent les compétences nécessaires pour devenir des leaders capables de transformer leur environnement ainsi que notre système éducatif, et pour mener une transformation en profondeur grâce à laquelle les filles auront non seulement le droit de poursuivre leurs études, mais aussi celui de devenir des actrices du changement au service du développement. » - Issoufi Harber Touré, Directeur de l'éducation de base, Ministère de l'Éducation du Mali

2.2.2 Etendre le renforcement des capacités en Afrique et au-delà

Une visite d'étude entre pays débouche sur des engagements en faveur de l'égalité des genres

L'UNGEI, en partenariat avec le ministère de l'Éducation du Mali, a organisé à Bamako une visite d'étude entre pays sur la planification d'une éducation tenant compte des questions de genre. Pour la première fois dans l'histoire de l'Initiative GCI, des délégations nationales ont été invitées à participer à une semaine d'apprentissage sur le terrain au sein du ministère de l'Éducation d'un pays partenaire. Cette initiative a réuni 40 participants, parmi lesquels des représentants des pouvoirs publics, des partenaires de la société civile et de jeunes leaders féministes, venus du Burkina Faso, du Niger et du Tchad. La visite a débouché sur des engagements concrets visant à renforcer la coopération régionale, à améliorer la responsabilité dans les politiques éducatives et à institutionnaliser des partenariats significatifs avec de jeunes experts en matière de genre. Le fort engagement politique démontré par les autorités maliennes, réaffirmé lors d'un dialogue de haut niveau avec le ministre de l'Éducation, reflète une détermination claire à traduire les engagements du Manifeste de Freetown en actions concrètes et mesurables.

« Je comprends désormais qu'il est important de veiller à ce que la dimension de genre soit mieux prise en compte dans les pratiques de recrutement de notre ministère. Cela va au-delà du simple recrutement de femmes. Nous devons également veiller à ce que les femmes soient représentées à tous les niveaux. »

- Directeur des ressources humaines,
Ministère de l'Éducation, Sénégal

Intégrer l'égalité des genres dans l'éducation en République démocratique du Congo

Cette année, GCI a mis en place un nouveau partenariat avec le ministère de l'Éducation, en collaboration avec l'UNESCO, afin de renforcer la capacité du système éducatif congolais à intégrer de manière cohérente et durable les questions de genre dans la planification éducative, la formation des enseignants et les outils pédagogiques. Le premier atelier s'est tenu en présentiel début décembre 2025 et a réuni 26 responsables de l'éducation issus de six des 26 provinces éducatives du pays. D'autres résultats seront disponibles en 2026.

Soutenir les filles et les jeunes femmes à Madagascar et au Togo

L'Union africaine-CIEFFA, avec le soutien technique de

l'IIPE-UNESCO par l'intermédiaire du GCI, a organisé deux ateliers sur la planification d'une éducation favorable à l'égalité des genres à l'intention des points focaux de l'AU-CIEFFA. Cette activité s'inscrit dans le cadre du programme EAGER de la Banque mondiale, mis en œuvre par l'AU-CIEFFA, qui vise à soutenir les filles et les jeunes femmes en transformant les politiques, les institutions et les normes sociales, en particulier dans le secteur de l'éducation. Elle s'inscrit également dans le cadre de la feuille de route conjointe élaborée en 2024 entre l'AU-CIEFFA et l'IIPE, et fait suite à plusieurs activités menées conjointement avec l'AU-CIEFFA : la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique (2024) et le Rapport continental sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique (2024), coproduit par l'IIPE et le AU-CIEFFA (2024–2025).

Le premier atelier s'est tenu à Madagascar en juin 2025 et a permis de former 37 participants aux concepts, outils et stratégies d'intégration de la dimension de genre dans la planification de l'éducation. L'ordre du jour couvrait les fondements d'une planification de l'éducation transformatrice en matière de genre, les outils et méthodologies d'analyse des disparités entre les genres, l'intégration de la dimension de genre dans les plans et politiques éducatifs, la budgétisation sensible au genre (BSG) ainsi que le suivi et l'évaluation.

Le deuxième atelier s'est tenu au Togo en novembre 2025 et a réuni 23 participants issus des ministères de l'Éducation et de l'Égalité des genres du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria, de la République centrafricaine, de l'Algérie, de la Sierra Leone, du Sénégal, du Tchad, de la Tunisie et de la Mauritanie. Des thèmes similaires ont été abordés, avec un accent supplémentaire mis sur l'échange de bonnes pratiques, compte tenu de la grande diversité des pays représentés. Une fois encore, les exercices de groupe ont été très appréciés, donnant lieu à un débat riche et bien argumenté qui a illustré la capacité des participants à établir des liens entre l'analyse, la planification et la budgétisation.



Formation des femmes directrices d'école au Mali

L'UNGEI, l'UNICEF Mali, Gender At Work et le ministère de l'Éducation ont organisé une formation de formateurs de quatre jours sur le leadership transformatrice en matière de genre, destinée aux enseignantes et aux responsables scolaires. Cette nouvelle formation vise

à aider les enseignantes à accéder à des postes de direction dans les écoles et à promouvoir l'égalité des genres au sein de leurs établissements. Elle répond à la sous-représentation des femmes dans la direction des écoles au Mali, ainsi qu'aux conclusions de la recherche WILL selon lesquelles les écoles dirigées par des femmes obtiennent de meilleurs résultats scolaires et favorisent le bien-être des enfants (UNICEF, 2022).

Cette formation témoigne de l'engagement fort du ministère en faveur du leadership féminin dans l'éducation. Elle a réuni 28 enseignantes et responsables d'établissements scolaires des régions de Kayes et de Sikasso, ainsi que de jeunes féministes issues de la Coalition des jeunes pour l'égalité des genres dans l'éducation du GCI. Elles constituent désormais un vivier de formatrices qui dispenseront cette formation aux enseignantes de Sikasso et de Kayes au cours des prochains mois.



« L'adhésion du Sénégal au Manifeste de Freetown marque un tournant décisif pour l'éducation des filles au Sénégal et au-delà, en plaçant leur droit à l'éducation au cœur des priorités nationales et internationales. »

- Moustapha Mamba Guirassy, Ministre de l'Éducation du Sénégal

Les directeurs/directrices du ministère de l'Éducation du Sénégal suivent une formation sur le leadership favorable à l'égalité des genres

L'UNGEI et l'UNICEF Sénégal ont organisé une formation sur le leadership transformateur en matière d'égalité des genres à l'intention de 40 hauts responsables du ministère de l'Éducation. Cette formation visait à renforcer les connaissances et les compétences en matière de leadership afin de faire progresser l'égalité des genres dans le système éducatif. En 2026, l'UNGEI et l'UNICEF organiseront une session de suivi avec les

mêmes participants, afin de leur permettre de partager leurs expériences concernant la mise en œuvre de leurs engagements. Le directeur des ressources humaines a sollicité un soutien supplémentaire de la part de GCI afin de garantir que les pratiques de recrutement et de promotion du département deviennent pleinement transformatrices en matière de genre.

« Construire une école qui favorise l'égalité des genres » avec des femmes directrices du monde entier

Dans le cadre des travaux de la GCI sur le leadership féminin dans l'éducation, l'UNGEI s'est associée à Global School Leaders pour organiser un atelier virtuel intitulé « Comment créer une école favorable à l'égalité des genres ». Vingt femmes occupant des postes de direction dans des établissements scolaires du monde entier se sont réunies pour analyser les obstacles liés au genre dans l'éducation et partager des bonnes pratiques sur la manière de les surmonter au sein de leurs établissements. Elles ont discuté de la manière dont elles pouvaient mettre en œuvre des approches féministes en matière de direction scolaire dans leur contexte et ont élaboré des plans d'action personnels visant à faire de leurs établissements des lieux favorables à l'égalité des genres.

Lancement d'un nouveau cours en ligne sur la planification de l'éducation tenant compte des questions de genre

Cette année, l'IIPE a mis au point un nouveau cours en ligne en français intitulé « Planification et politiques éducatives transformatrices de genre » (PETG), qui s'inscrit dans la continuité de l'ancien cours de courte durée sur la planification sectorielle de l'éducation tenant compte des questions de genre, élaboré et testé au cours de la première phase de l'initiative GCI. Organisé en 4 modules répartis sur 10 semaines, le PETG est un cours plus approfondi couvrant l'analyse, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation à travers le prisme ambitieux de l'éducation transformatrice en matière de genre.

À l'aide d'exemples concrets, le cours demande aux participants de réaliser une série d'activités individuelles et en groupe afin de mettre en pratique et de démontrer leurs acquis. Intégré à l'offre de formation mondiale de l'IIPE, le cours permet aux étudiants d'obtenir des micro-crédits de l'IIPE à l'issue de la formation, qui peuvent être utilisés pour l'obtention de divers diplômes, ce qui renforce son attrait.

2.3 Renforcer le mouvement en faveur d'une éducation transformatrice en matière d'égalité des genres

En 2025, GCI a encore renforcé le mouvement panafricain en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre, en accueillant de nouveaux partenaires et en approfondissant la collaboration entre les membres

de l'Alliance GCI. La communauté de pratique sur l'éducation transformatrice en matière de genre a élargi son membership et a continué à développer sa puissante plateforme d'apprentissage et de partage d'expériences. GCI a également co-organisé l'événement parallèle du G20 intitulé « Éducation pour l'égalité des genres et la paix : faire progresser l'éducation transformatrice en matière de genre pour tous », faisant ainsi de l'éducation transformatrice en matière de genre un point clé de l'agenda du G20.

Le Sénégal adhère à l'initiative « Priorité à l'Égalité » et souscrit au Manifeste de Freetown

À l'occasion de la Journée nationale de l'éducation des filles, le 9 janvier, le Sénégal est devenu le 11e membre de l'initiative « Gender at the Centre ». En adhérant au Manifeste de Freetown, le Sénégal a réaffirmé son engagement en faveur d'un leadership transformateur en matière d'égalité des genres dans le domaine de l'éducation. La Journée nationale de l'éducation des filles, organisée par le ministère sénégalais de l'Éducation en coordination avec la GCI, l'UNICEF Sénégal et l'AUCIEFFA, a rassemblé 2 558 personnes issues de 16 régions du Sénégal. Lors de la table ronde des jeunes, des jeunes filles, y compris des filles en situation de handicap, ont exprimé leurs besoins et leurs aspirations à des opportunités d'apprentissage inclusives et de qualité. Le ministère de l'Éducation et ses partenaires ont présenté l'éducation transformatrice en matière de genre comme une stratégie clé pour garantir une éducation sûre et de qualité à toutes les filles à travers le pays.



L'Afrique du Sud adhère au Manifeste de Freetown et inscrit la GTE à l'ordre du jour du G20

Le 1er juillet 2025, le ministère sud-africain de l'Éducation de base a annoncé qu'il signait le Manifeste de Freetown, un engagement historique pris par les dirigeants africains pour faire progresser l'égalité des genres au sein et à travers leurs systèmes éducatifs, leurs politiques et leurs budgets. Cette annonce a été faite lors de l'événement parallèle du G20 intitulé « L'éducation pour l'égalité des genres et la paix : faire progresser une éducation transformatrice en matière de genre pour tous », qui s'est tenu le 1er juillet 2025 à Durban. Sous la présidence sud-africaine du G20, les ministères de l'Éducation de base et de l'Enseignement supérieur et de la Formation, l'UNGEI et l'UNICEF Afrique du Sud ont réuni les ministères de l'Éducation, la société civile et la

jeunesse afin de promouvoir l'éducation transformatrice en matière de genre (GTE) comme voie vers l'égalité, la paix et la prospérité, lors d'un événement dynamique d'une journée. Les enseignements et les bonnes pratiques de la GCI ont été mis en avant tout au long de l'événement, avec des intervenants de haut niveau issus des partenaires de la GCI – la Sierra Leone, le Burkina Faso et Teenage Network (Nigeria) – qui sont montés sur scène pour partager leurs bonnes pratiques en matière d'intégration de l'EGT à travers les budgets, les politiques et les plans éducatifs. Le programme, inauguré par les vice-ministres sud-africains de l'Éducation de base et de l'Enseignement supérieur et de la Formation, a réuni plus de 320 participants, dont des représentants des pays du G20.



« Cette formation marque un tournant pour nous, en tant qu'acteurs du changement. Elle a joué un rôle déterminant pour nous aider à comprendre comment fonctionne le plaidoyer numérique et comment nous pouvons l'utiliser pour favoriser le changement social. » - Sira Séjourner Touré, jeune féministe, Mali

Le Parlement européen plaide en faveur de l'égalité des genres

Le 9 avril, l'UNGEI s'est rendue au Parlement européen afin de plaider en faveur de priorités ambitieuses en matière d'égalité des genres dans le prochain budget de l'UE. Cette réunion a rassemblé des décideurs politiques européens, des acteurs de la société civile, des féministes et des partenaires techniques dans le but de mobiliser un soutien en faveur de l'égalité des genres et des organisations de défense des droits des femmes à travers le monde. Les députés européens vont désormais œuvrer à la création d'un Fonds européen pour les organisations de défense des droits des femmes. L'UNGEI continuera à collaborer avec l'UE pour concrétiser ce projet.

Le Réseau féministe pour une éducation transformatrice en matière de genre renforce son leadership et sa présence au niveau régional

FemNet4GTE, le réseau regroupant 350 organisations à travers le monde qui œuvrent en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation, a renforcé son réseau

régional en 2025. L'atelier d'action régional africain de FemNet4GTE, animé par FAWE, Oxfam, Plan International et Usawa Agenda, a réuni 81 participant·e·s de 22 pays africains, dont des représentant·e·s de la société civile, d'ONG, de gouvernements, de coalitions nationales pour l'éducation, d'organisations multilatérales, du monde universitaire, de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et de jeunes expert·e·s féministes. L'atelier a permis à un large éventail d'acteurs de mener une réflexion critique sur les obstacles persistants et émergents à la promotion de l'égalité des genres dans et par l'éducation. Les discussions ont mis en évidence des problèmes systémiques qui continuent de nuire à une éducation inclusive et transformatrice à travers le continent. À l'issue de l'atelier, le réseau FemNet4GTE Afrique a été officiellement créé et a élaboré une feuille de route jusqu'en 2030 comprenant des actions de plaidoyer aux niveaux régional et national.

Communauté de pratique pour une éducation transformatrice en matière de genre

La Communauté de pratique pour une éducation transformatrice en matière de genre (CPGTE) a adopté en 2025 une nouvelle stratégie visant à impliquer davantage ses plus de 100 membres sur des questions thématiques spécifiques. Parmi les thèmes prioritaires figurent : l'intégration de l'égalité des genres dans la planification des matières STEM, l'éducation comme outil de prévention de la violence sexiste, les masculinités positives dans et à travers l'éducation, ainsi que les stratégies de planification éducative visant à réduire les grossesses précoces et les mariages précoces.

La CPGTE devrait s'agrandir au cours des prochains mois grâce à l'invitation de nouvelles promotions d'anciens étudiants des cours de l'IPE, de l'UNGEI et du AU-CIEFFA, en particulier ceux du nouveau cours « Planification et politiques éducatives transformatrices de genre » et du prochain MOOC sur le genre et l'éducation. Un soutien technique est proposé aux nouveaux membres selon leurs besoins, afin qu'ils puissent se familiariser avec la plateforme en ligne multilingue et les ressources disponibles. À terme, il est prévu que la communauté s'étende à l'Amérique latine et aux Caraïbes, aux États arabes et à l'Asie pour devenir un réseau mondial.

Lancer un appel à l'action collectif avec l'Alliance GCI

Le 4 juin 2025, l'Alliance GCI a organisé une réunion virtuelle afin de dresser le bilan des réalisations de la GCI à ce jour et de discuter des perspectives d'avenir de l'initiative. Les partenaires de la société civile et des gouvernements ont partagé les enseignements tirés de la mise en œuvre de la GCI et ont réfléchi à des actions communes pour l'avenir. La France, sous la présidence du G7 de laquelle la GCI a été fondée, a souligné l'importance de l'initiative et la nécessité de continuer à soutenir ses activités. L'Alliance a convenu d'un appel à l'action collectif : amplifier les résultats de l'évaluation externe aux niveaux mondial et régional (G7, G20, UA), mobiliser des ressources supplémentaires pour assurer la

pérennité de l'Alliance GCI au-delà de 2026, et renforcer la solidarité entre les partenaires afin de généraliser les approches transformatrices en matière de genre.

2.4 Stimuler la demande en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation

En 2025, GCI a poursuivi ses efforts pour transformer les normes de genre néfastes et renforcer la demande en faveur de l'égalité des genres dans et à travers l'éducation. Au Sénégal, GCI a mobilisé 360 enseignants, 2 700 membres de la communauté et plus de 3 400 élèves pour mettre fin à la violence sexiste en milieu scolaire (SRGBV). Au Mali, la Coalition des jeunes féministes a lancé une campagne numérique sur les stéréotypes de genre et la SRGBV. Cette année, GCI a mis un accent particulier sur son partenariat avec les jeunes féministes, en lançant de nouvelles Coalitions de jeunes féministes au Sénégal et au Tchad et en les soutenant dans leur travail novateur visant à faire évoluer le dialogue sur le genre au sein de leurs communautés. Lors de notre réunion régionale de la Coalition de jeunes féministes, de jeunes leaders se sont réunies pour s'inspirer et se soutenir mutuellement dans un esprit de solidarité féministe. L'année prochaine, GCI continuera à se développer et à soutenir ce mouvement de jeunes féministes à travers l'Afrique.

Actions communautaires et scolaires au Sénégal pour mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire

L'UNICEF Sénégal et l'UNGEI ont mis en place une série d'interventions visant à mettre fin à la violence sexiste en milieu scolaire (VBGMS) et à mobiliser les communautés afin de garantir des environnements d'apprentissage sûrs pour tous les enfants. Ces activités ont été menées dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kédougou et comprenaient le renforcement des capacités des enseignants en matière de lutte contre la SRGBV, des dialogues communautaires ainsi que des discussions en milieu scolaire sur l'égalité des genres dans l'éducation et la protection des enfants contre la violence sexiste. Au total, 360 enseignants ont été formés. 3 425 élèves et environ 2 700 membres de la communauté ont participé aux sessions de dialogue. Ces activités se poursuivront en 2026, avec un accent particulier sur le renforcement du rôle des enseignantes en tant que modèles et personnes de confiance pour les filles à l'école.

Formation des jeunes leaders au Sénégal

L'UNICEF Sénégal et l'UNGEI ont organisé une formation sur l'égalité des genres à l'intention des organisations dirigées par des jeunes, en partenariat avec le Consortium Jeunesse Sénégal (CJS) et Generation Unlimited. Au total, 60 jeunes ont participé à cette formation. Celle-ci a renforcé les capacités des organisations de jeunesse à travers le Sénégal pour (1) intégrer une approche de genre et d'intersectionnalité dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs projets, (2) prévenir et protéger contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (PEAHS), et (3) promouvoir des environnements

d'apprentissage et de travail sûrs, inclusifs et équitables pour les jeunes. Cette activité a constitué une première étape vers la mise en place d'une Coalition féministe de la jeunesse au Sénégal, qui soutiendra le ministère de l'Éducation dans la promotion d'une éducation transformatrice en matière de genre et œuvrera à la transformation des normes de genre néfastes.

Lancement d'une campagne numérique menée par des jeunes pour mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire au Mali

Avec le soutien de l'UNGEI et de l'UNICEF Mali, la Coalition des jeunes pour l'égalité des genres dans l'éducation au Mali, mise en place par GCI, a mené une [enquête U-report](#) dont les résultats sont alarmants. Deux jeunes sur trois déclarent avoir subi ou été témoins de violences sexistes à l'école, et la moitié des personnes interrogées ne savent pas comment signaler ces violences. En réponse à cela, l'UNGEI et l'UNICEF Mali ont décidé de soutenir une campagne menée par des jeunes visant à promouvoir une éducation sûre et inclusive pour tous. La campagne comprend une formation au plaidoyer numérique contre la violence sexuelle et sexiste à l'école destinée aux jeunes militants. Avec 20 682 vues et 1 900 interactions à ce jour, elle a déjà touché un grand nombre de jeunes, d'enseignants et de membres de la communauté.



La Coalition des jeunes du Mali forme les jeunes à la prévention de la violence basée sur le genre en milieu scolaire

Dans le cadre de sa campagne numérique contre la violence basée sur le genre en milieu scolaire, et avec le soutien de l'UNGEI, la Coalition des jeunes du Mali pour l'égalité des genres dans l'éducation a organisé deux webinaires thématiques : « Comprendre et déconstruire la violence basée sur le genre en milieu scolaire » (23 juillet) et « La violence basée sur le genre en milieu scolaire : quel impact sur l'éducation des filles ? » (30 juillet). Ces événements en ligne ont réuni environ 60 jeunes et experts en matière de genre du Mali et de la sous-région. Les discussions ont permis aux participants de mieux comprendre les différentes formes de violence sexiste en milieu scolaire et d'examiner leur impact direct sur l'éducation des filles.

Des coalitions de jeunes de divers pays se réunissent et échangent

En amont du Sommet des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar, l'UNGEI a organisé une réunion régionale des coalitions de jeunes féministes pour une éducation transformatrice en matière de genre. Des représentantes des coalitions du Mali, du Niger et du Nigeria se sont réunies avec de jeunes féministes sénégalaises afin de partager leurs expériences en matière de promotion de l'égalité des genres dans l'éducation, de discuter des défis et des opportunités, et de se soutenir mutuellement dans leur combat commun pour l'égalité des genres.

GCI soutient le Sommet des filles de l'AOC

L'UNGEI a participé au Sommet des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar, organisé par l'UNICEF et le ministère sénégalais de la Famille, des Affaires sociales et de la Solidarité. Ce sommet avait pour objectif de placer la voix des filles au cœur des politiques publiques et d'accélérer la mise en œuvre des engagements pris en faveur de leurs droits, trente ans après la Déclaration de Pékin. L'événement a réuni 100 filles issues de 24 pays africains, ainsi que des représentants de gouvernements, d'organisations régionales et de partenaires techniques. L'UNGEI s'est associée à de jeunes féministes des pays GCI pour plaider en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre comme stratégie clé pour promouvoir les droits des adolescentes. Le sommet a abouti à la Déclaration de Dakar, qui appelle à placer les filles au centre de la prise de décision politique.

Rassembler les jeunes féministes, la société civile et le ministère de l'Éducation au Tchad

Dans le cadre de l'Initiative d'assistance technique pour l'égalité des genres du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), l'UNGEI a organisé au Tchad un atelier destiné à la société civile et aux jeunes féministes sur le thème de l'éducation transformatrice en matière de genre. Cet atelier a réuni 29 participants, parmi lesquels des membres de la Coalition des organisations de la société civile pour le développement de l'éducation au Tchad, de jeunes militants, des représentants du Parlement des enfants et des responsables du ministère de l'Éducation. Cette session a favorisé la confiance mutuelle entre les OSC et le ministère et a renforcé leur engagement commun en faveur de la promotion d'une éducation transformatrice en matière de genre. Elle a également jeté les bases de la création d'une Coalition des jeunes féministes au Tchad, qui rejoindra le groupe des coalitions de jeunes de la GCI et contribuera à la pérennité des acquis de la GCI au Tchad.

CHAPITRE 3 : PERSPECTIVES POUR 2026

En 2026, GCI étendra ses activités à de nouveaux pays, renforcera le mouvement GCI et commencera à ouvrir la voie à des investissements continus dans son modèle systémique global au-delà de 2026. S'appuyant sur les excellents résultats du projet pilote TAI sur l'égalité des genres, le GPE a approuvé une phase d'extension de l'initiative, dotée d'un budget de 2 millions de dollars, pour la période 2026-2027. Cette prochaine phase étendra l'assistance technique à deux pays supplémentaires, la Jordanie et le Pakistan (Balouchistan), permettant ainsi à GCI de s'étendre au-delà de l'Afrique. Elle comprendra également le développement d'un volet d'apprentissage dédié visant à recueillir, systématiser et diffuser les bonnes pratiques des pays partenaires du GPE par le biais d'études de cas, d'échanges d'apprentissage entre pairs et de produits de connaissance. Cette phase élargie renforcera le rôle de GCI en tant que partenaire technique clé dans la promotion de systèmes éducatifs transformateurs en matière de genre à l'échelle mondiale.

Grâce à un partenariat innovant avec Education Cannot Wait (ECW), GCI associera les acteurs de l'éducation en situation d'urgence à l'ensemble de ses activités et intégrera une perspective de crise et de résilience dans son soutien aux pays. En 2026, une version adaptée aux situations de crise de la boîte à outils GES sera testée dans une série de pays dotés de plans pluriannuels de résilience (MYRP).

GCI continuera d'être à l'avant-garde des investissements en faveur du leadership des femmes dans l'éducation. Le projet de recherche WiLL publiera trois études : 1) une analyse des études quantitatives et qualitatives WiLL menées au Bénin et à Madagascar ; 2) une analyse comparative de tous les pays participant au projet ; 3) une étude exploratoire sur l'accès des femmes aux postes de direction dans l'éducation et leur réussite dans ces fonctions en Côte d'Ivoire. Un soutien au leadership transformateur en matière de genre sera apporté aux enseignantes et aux responsables scolaires au Mali et au Tchad. GCI créera également des opportunités régionales

d'apprentissage et de mise en réseau pour les femmes leaders dans tous les pays du réseau GCI.

Le partenariat intergénérationnel avec les jeunes féministes sera poursuivi et renforcé en 2026. Les nouvelles coalitions de jeunes féministes au Tchad et au Sénégal seront soutenues pour développer leurs activités de plaidoyer et d'engagement communautaire, et des opportunités seront créées pour que les jeunes féministes de tous les pays du GCI puissent se réunir et apprendre les unes des autres.

FemNet4GTE Africa participera à des campagnes de plaidoyer clés tout au long de l'année 2026, notamment par le biais de la campagne « Gender is my Agenda » (GIMAC), du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (ACERWC), de Women Deliver et de la Conférence internationale sur l'éducation des filles organisée par le FAWE.

Un élément clé de l'approche de la GCI est l'apprentissage transnational et la construction d'un mouvement. Cela continuera d'occuper une place centrale dans l'offre de la GCI en 2026, avec une réunion en présentiel prévue de l'Alliance GCI, une deuxième visite d'apprentissage entre pays et divers événements d'échange virtuels. La Communauté de pratique sur l'éducation transformatrice en matière de genre accueillera de nouveaux membres et offrira de nouvelles opportunités d'apprentissage. Un nouveau MOOC (cours en ligne ouvert à tous) en français sur l'éducation et le genre sera lancé par l'IPE-UNESCO en 2026, en partenariat avec l'AFD, l'AU-CIEFFA et l'UNESCO. Ce cours présentera aux participants les concepts et la terminologie clés relatifs à l'égalité des genres dans et par l'éducation, avant de les guider à travers la collecte et l'analyse de données, la planification et la mise en œuvre, tout en abordant des thèmes tels que l'intersectionnalité et la résistance.

La GCI prévoit de collaborer avec l'AU-CIEFFA dans le cadre de la deuxième Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes (PANCOGED2), prévue en juin 2026. La GCI soutiendra également la France pendant sa présidence du G7 afin de diffuser les enseignements tirés de la GCI et de mobiliser davantage de soutien en faveur d'une éducation transformatrice en matière de genre.



PUBLICATIONS

[Les femmes chefs d'établissement, moteurs d'une éducation transformatrice en matière de genre \(blog\)](#)

[Evaluation GES Mali 2025](#)

[Promouvoir l'égalité des genres par l'éducation : un programme de recherche pour une éducation transformatrice en matière de genre](#)

[L'éducation transformatrice en matière de genre : un investissement à impacts multiples dans un monde aux ressources limitées](#)

[La direction d'école primaire au Bénin : une analyse institutionnelle sensible au genre](#)

[Défendre l'égalité des genres dans l'éducation : un programme urgent et un appel à l'action \(blog\)](#)

[Lancement de la phase 3 du projet WiLL-AGREE à Madagascar \(Actualités du GPE\)](#)

[Évaluation stratégique externe de la phase 1 de l'initiative « L'Initiative Priorité à l'Égalité \(GCI\) »](#)

[Planification du secteur de l'éducation sensible au genre : l'AU CIEFFA forme la deuxième promotion d'experts en genre et en éducation à Lomé \(Actualités de l'AU CIEFFA\)](#)

[Impacts multisectoriels et retombées économiques d'une éducation transformatrice en matière de genre](#)

[Au-delà des essais contrôlés randomisés : diversifier les approches rigoureuses pour mesurer l'évolution des normes de genre dans l'éducation](#)

[Éducation transformatrice en matière de genre : accompagner les jeunes femmes vers le monde du travail](#)

PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ GENDER AT THE CENTRE

Priorité à l'égalité - Gender at the Center
Initiative (UNGEI)

Priorité à l'égalité - Gender at the Center
Initiative (IPE-UNESCO)

2026